

Énergies renouvelables et décentralisation ascendante au Maroc

Par Yossef Ben-Meir
Marrakech

Le Royaume du Maroc est le lieu où s'entrecroisent l'espoir et la promesse de voir enfin aboutir les progrès de l'épopée humaniste. Sa Constitution, ses lois, ses politiques et ses programmes consacrent le fait que la participation de la communauté est la condition *sine qua non* pour atteindre des résultats optimaux, tels que la durabilité et la satisfaction de sa population.

Le Code de la famille de cette Nation dont les prémisses sont séculaires, peut-être millénaires, appelle à la justice et à l'équité à l'égard des femmes et des hommes et de nos expériences basées sur le genre. Le Maroc a également déterminé – sur la base de sa propre vision historique, mais aussi des leçons tirées au fil du temps dans le monde entier – que la concentration du pouvoir de décision et de contrôle sur les affaires qui comptent le plus pour les gens doit se faire parmi eux et dans l'échelon administratif public le plus proche d'eux. Il s'agit également de reconnaître la dignité humaine : les décisions imposées par des sphères lointaines résonnent rarement autant que si les gens les prennent pour eux-mêmes et pour leur famille, en concertation avec leurs voisins et les membres de leur communauté.

Parmi les efforts phares de la nation pour une société plus équitable tant sur le plan de la diversité que sur celui de la relation à son environnement naturel, il y a l'engagement du Royaume en faveur des énergies renouvelables. Soutenu par une volonté tant financière que politique, cet engagement est en effet aussi remarquable qu'inspirant. Il fait partie intégrante de la volonté de transformation du Maroc dans les autres secteurs vitaux de la société et de la croissance.

Néanmoins, malgré les potentialités indéniables et quasi-unique du pays, les difficultés et les insuffisances de leur mise en œuvre peuvent, parfois, être dures et réelles. Une chose est sûre, le Maroc a l'énorme mérite de son honnêteté : le Rapport spécial pour le nouveau modèle de développement (dirigé par S.M. le Roi du Maroc) pour connaître la vérité sur les promesses et leur douloureux manque de réalisation, et conclure sur l'urgence de tracer une voie d'action recalibrée, en témoigne de la meilleure des manières.

L'engagement national en faveur de la *décentralisation* – ou *régionalisation* – qui figure à l'article 1 de la Constitution est essentiel. Il fournit un cadre par lequel les localités peuvent identifier et mettre en œuvre des projets connexes en fonction de leurs propres priorités. Cette dynamique au niveau des communautés sera d'autant plus marquée, notamment en partenariat avec les secteurs public et privé, que ces canaux de coopération pour atteindre la décentralisation sont efficaces.

L'évolution de cette décentralisation dépendra de la mesure dans laquelle ces communautés qui composent les municipalités du pays sauront faire montre de dynamisme et déployer de l'énergie dans leur collaboration, lors de la mise en œuvre du développement auquel elles

aspirent tant. Le niveau insatisfaisant des actions communautaires à cet égard est la raison principale pour laquelle la décentralisation ne fournit pas une structure habilitante et la différence nécessaire pour le pays.

Les projets dans le domaine des énergies renouvelables, aussi impressionnants et importants qu'ils puissent être, même avec le dévouement sincère du Maroc, n'ont pas intégré les voix, les évaluations et, sans doute, les avantages de la communauté d'une manière ressentie par la population locale.

La Fondation du Haut Atlas et ses partenaires nationaux et internationaux multipartites ont tous de grands espoirs et attentes quant à l'engagement du Maroc en faveur de l'énergie renouvelable décentralisée. Ils partent du principe qu'il faut d'abord offrir des opportunités pour exploiter l'autonomisation des bénéficiaires prévus et également s'engager dans la planification participative des initiatives qu'ils souhaitent le plus. Nous verrons alors les domaines dans lesquels l'intégration des énergies renouvelables peut avoir lieu dans le cadre de la voie de développement déterminée par les communautés.

Comme dans toute dynamique locale sincère et *émancipatrice*, tout commence par une invitation des membres de la communauté à exprimer leur désir de s'engager pleinement et de consacrer le temps et l'énergie nécessaires pour atteindre des résultats positifs. Dans l'expérience de notre programme, de nombreuses invitations se présentent, et nous avons décidé de nous concentrer sur la province de Youssoufia où une communauté villageoise de la municipalité de *Jnane Bouih* doit composer avec des défis majeurs, notamment une grave pénurie d'eau et une vulnérabilité évidente aux impacts du changement climatique.

Les femmes et les hommes ont donné la priorité à l'eau potable et à une pépinière de différents arbres fruitiers endémiques et de plantes médicinales dans le cadre de l'avenir épanouissant auquel ils aspirent. Aujourd'hui, avec les phases initiales des ateliers d'autonomisation mises en œuvre, l'enregistrement de leur coopérative et une source d'eau douce et nourricière trouvée à une profondeur de 200 mètres, nous restons déterminés à les aider à réaliser leurs rêves individuels et collectifs.

Ces expériences de développement local, considérées comparativement et dans leur ensemble, révèlent au grand jour des besoins communs : la difficulté d'accéder aux ressources pour initier le changement, les différences d'ambitions entre les sexes ou encore la préférence de rester dans la communauté rurale et d'y gagner sa vie plutôt que de migrer vers les villes. Les expériences examinées de cette manière et d'autres manières informatives peuvent en fait être utiles pour réformer les politiques. Le pouvoir de la décentralisation ne réside pas seulement dans la concentration des capacités parmi les personnes qui déterminent leur propre avenir et leurs possibilités, mais aussi dans sa capacité à proposer de nouvelles approches et de nouveaux cadres politiques qui correspondent davantage à ce que les gens souhaitent et recherchent réellement.

Nos expériences à Youssoufia et ailleurs sont, en fait, révélatrices dans la mesure où elles mettent en lumière les ajustements et les programmes qui peuvent libérer plus efficacement l'énergie intarissable dans laquelle les populations peuvent puiser pour améliorer leur vie. Youssoufia nous a montré que les besoins des habitants sont immédiats, concrets et criants. Mais, à nous de comprendre que ces besoins transcendent en réalité l'échelon local (campagnes...) et que, si nous les écoutons sincèrement, ils pourront donner lieu à des lois soutenues par des ressources qui ouvriront la voie à la promesse marocaine pour tous ses habitants.

Le Dr. Yossef Ben-Meir est président de la Fondation du Haut Atlas au Maroc.



Session d'autonomisation des femmes d'Imagine à Youssoufia (Fondation High Atlas, 2021)